

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

**Convention collective de travail du 28 février 2001 relative à la contribution financière de l'employeur dans les frais de transport des travailleurs**

**CHAPITRE Ier ; CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1er**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des accueils de jour d'enfants, par quoi on entend les crèches et préguardiennats reconnus et subventionnés par *Kind & Gezin*, les services de gardiennat à domicile d'enfants, les services de télé-accueil, l'action sociale globale non-autonome telle que reprise au décret du 19 décembre 1997 relatif à l'aide sociale générale, les projets reconnus et subventionnés par *Kind & Gezin* pour autant qu'ils dispensent des soins sociaux, psychiques ou physiques, et les centres de confiance pour l'enfance maltraitée tels que reconnus et subventionnés par *Kind & Gezin*, reconnus et subventionnés par la Communauté flamande et ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

Par travailleurs on entend : le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

**Article 2**

La présente convention collective de travail donne exécution au point 2.1 du « *Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social Profitsector 2000-2005* ».

Sous les conditions et modalités ci-après, les employeurs contribuent aux frais de transport des travailleurs, sans égard au moyen de transport utilisé.

**CHAPITRE II - AYANTS-DROIT**

**Article 3**

Seul les travailleurs qui ont droit à un billet qui compte pour un abonnement social dans le sens de la loi du 27 juillet 1962, fixant le montant des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, entrent en ligne de compte pour l'octroi de cette contribution.

**Article 4**

Elle n'est dès lors pas d'application aux employés dont la rémunération annuelle brute, le cas échéant majorée de revenus d'autres employeurs, calculée selon les articles 6 à 13 inclus, dépasse 29.747,22 EUR.

**Article 5**

Chaque adaptation postérieure de ce salaire limite - indexation éventuelle de celui-ci inclus - par une convention collective de travail conclue dans le conseil national du travail, est appliquée.

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR. ENRECHT.

26-04-2001

15-07-2002

NR.  
N°

63.290 / 00/305.02

## **CHAPITRE III- DETERMINATION DE LA LIMITE BAREMIQUE POUR L'OCTROI DE L'INTERVENTION DE L'EMPLOYEUR**

### **Article 6**

Pour l'estimation de la rémunération annuelle brute, comme décrite à l'article 4, on procède comme suit :

§ 1<sup>er</sup> : Pour les employés qui étaient déjà occupés par l'employeur le mois avant la demande, le dépassement éventuel de la limite barémique est fixé sur la base d'un salaire de référence. Ce salaire de référence comprend le salaire brut réellement gagné ou assimilé pendant le dernier trimestre de l'année précédente du travailleur, comme déclaré auprès de l'Office national de sécurité sociale.

Toutefois, ce montant est réduit :

- de l'allocation de foyer ou de résidence ;
- de la prime de fin d'année ;
- du pécule de vacances double éventuel ;
- des indemnités de familles supplémentaires éventuelles et de toutes sortes de générosités ;
- des montants alloués comme indemnités pour les frais occasionnés, p.e. les frais de voyage.

Puis, le tout est multiplié par quatre pour obtenir le salaire annuel. Le résultat de cette opération ne peut pas dépasser la limite barémique.

§ 2 : Pour les employés qui, lors de la demande, entrent en service auprès de l'employeur, le dépassement éventuel de la limite barémique est fixé en multipliant le salaire mensuel brut indexé par douze.

Le droit éventuel d'octroi du montant ne peut être revu qu'après un trimestre complet de prestations ou de périodes assimilées. Le cas échéant, le mode de calcul prévu dans le paragraphe précédent est utilisé, à condition que le salaire du trimestre mentionné ici serve de salaire de référence.

Une adaptation éventuelle n'a pas d'influence sur le passé.

§ 3. Si l'employé n'a pas reçu de salaire ou qu'un salaire partiel, lors du trimestre qui sert à la détermination du salaire de référence, un salaire fictif sera appliqué.

Le salaire fictif est obtenu en prenant comme salaire de référence le salaire brut qui est réellement gagné par le travailleur pour les trois derniers mois ou parties de mois avec prestations, en le convertissant, le cas échéant, à un salaire trimestriel et ensuite à un salaire annuel, selon le mode de calcul utilisé en § 1<sup>er</sup>.

Le cas échéant, on tient, en outre, compte des modifications, énumérées à l'article 7, qui ont ou auraient apparues si le travailleur avait bénéficié d'un salaire lors du dernier trimestre de cette année.

Pourtant, pour le travailleur qui ne reçoit plus de salaire depuis plus de 12 mois, on procède comme s'il s'agissait d'un nouveau travailleur, dans le sens du § 2.

### **Article 7**

§1<sup>er</sup> : Le droit à la cotisation est établi pour la durée de la demande, sans dépasser la fin de l'année de la demande.

§2 : dans les conditions suivantes, le droit peut être revu :

- en cas d'une augmentation d'ancienneté ;

- en cas d'octroi d'un barème plus élevé ;
- en cas d'une modification de la durée d'emploi, inclusivement lors du passage d'un régime salarial où peu ou pas de primes, indemnités et suppléments sont octroyés ou l'inverse ;
- quand l'indexation salariale dépasse l'indexation de la limite barémique.

§3 : Le droit est supprimé ou rétabli si, dans les conditions mentionnées au § 2, la multiplication par douze du salaire mensuel brut indexé du travailleur a comme résultat ou non le dépassement de la limite barémique.

Si ce n'est pas le cas, le maintien du droit est de nouveau examiné, comme pour un nouveau travailleur, mentionné à l'article 6, §2, après un trimestre complet avec application des circonstances susmentionnées.

Une adaptation éventuelle n'a pas d'influence sur le passé.

## **CHAPITRE IV - FIXATION DE LA CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR**

### **Article 8**

§ 1<sup>er</sup> : A la demande de l'intéressé, l'employeur contribue, à partir du cinquième kilomètre s'il ne s'agit pas du transport en train, aux frais de transport du travailleur, conformément au tableau annexé à l'arrêté royal du 28 juillet 1962 fixant le montant et les modalités de paiement de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belge par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, couvrant le nombre de kilomètres entre le lieu de résidence des travailleurs et le lieu de travail.

Par lieu de travail, on entend également chaque lieu assimilé où les travailleurs sont ramassés par un moyen de transport qui est la propriété de l'établissement ou est payé complètement par ce dernier.

Des modifications éventuelles postérieures de ces tableaux seront appliquées, sauf opposition expresse des employeurs, notifiée au président de la commission paritaire.

§2 : Si le travailleur utilise le transport en commun public, dont le prix n'est pas proportionnel à la distance ou s'il s'agit d'un prix unitaire, sans égard à la distance, la contribution de l'employeur est fixée de façon forfaitaire et s'élève à 50 % du prix effectivement payé par le travailleur, sans dépasser le montant de l'intervention de l'employeur dans le prix d'un billet qui compte pour abonnement social pour une distance de 7 kilomètres.

§3 : En cas d'utilisation de différents moyens de transport, les distances sont composées afin de déterminer le nombre total de kilomètres parcourus, à l'exception du forfait prévu au §2. Le cas échéant, l'intervention forfaitaire est ajoutée au montant total.

§4 : Pour le transport organisé par l'employeur, avec intervention financière des travailleurs, l'intervention des travailleurs ne peut pas dépasser les 50 p.c. du prix d'un billet de deuxième classe, qui compte pour l'abonnement social.

## **CHAPITRE V - AUTRES MODALITES CONCERNANT L'OCTROI DE LA CONTRIBUTION**

### **Article 9**

En ce qui concerne l'application de l'article 8, §1<sup>er</sup>, la distance est fixée à l'établissement ou au service, si le travailleur ne peut pas prouver cette distance à l'aide de billets de voyage.

### **Article 10**

La contribution de l'employeur n'est pas d'application pour les jours où le travailleur n'a pas travaillé, pour n'importe quelle raison, sauf si l'ayant droit a dû acheter un billet qui ne peut pas être utilisé une deuxième fois, ni remboursé.

Dans ce cas, la contribution mensuelle est diminuée de 1/25<sup>ième</sup> du montant mensuel par jour non travaillé.

### **Article 11**

La contribution de l'employeur dans les frais de transport portés par le travailleur est payée chaque mois au travailleur avec un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'établissement ou le service quand il utilise un moyen de transport privé, ou pour les billets qui sont valables pour une semaine. Chaque montant qui a été payé injustement est revendiqué lors du prochain paiement du salaire.

### **Article 12**

Afin de permettre aux travailleurs de bénéficier des contributions financières prévues dans les articles précédents, l'employeur doit faire remplir une déclaration sur l'honneur par le travailleur, dont le modèle est repris en annexe I<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail.

### **Article 13**

Les travailleurs qui étaient déjà occupés auprès de l'employeur le mois avant l'introduction de la demande visée à l'article 8, §1, introduisent celle-ci au courant du mois de janvier auprès de l'employeur.

Les travailleurs qui entrent en service l'introduisent quand ils sont engagés.

Elles sont renouvelées au moins chaque année, au courant du mois de janvier.

## **CHAPITRE VI - INDEMNITES DES EMPLOYEURS POUR L'USAGE DE MOYENS DE TRANSPORT PERSONNELS POUR DES RAISONS DE SERVICE**

### **Article 14**

Le travailleur qui utilise son véhicule personnel pour des raisons de service et pour autant que la permission du responsable hiérarchique soit accordée, a droit à une indemnité pour les kilomètres qu'il a fait.

### **Article 15**

L'indemnité est le montant fixé en vertu de l'arrêté ministériel en vigueur, en exécution de l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, plus particulièrement relatif aux personnes n'appartenant pas au personnel de l'Etat.

## **CHAPITRE VII - DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 16**

La présente convention collective de travail remplace pour les employeurs et les travailleurs ressortissant au champ d'application l'intervention existante concernant la contribution des employeurs aux frais de transport des travailleurs.

Elle prend effet à partir du 1er janvier 2001, à condition que la subvention par le gouvernement flamand soit assurée à ce moment.

La présente convention collective de travail remplace pour les employeurs et les travailleurs ressortissant au champ d'application à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention la convention collective de travail du 26 février 1991, modifiée par la convention collective de travail du 2 mars 1994 relative à la contribution de l'employeur aux frais de transport du travailleur.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée, complètement ou partiellement, par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour les établissements et les services de santé.

#

ANNEXE I

*Annexe à la convention collective de travail du 28 février 2001 relative à la contribution financière de l'employeurs aux frais de transport des travailleurs*

**DECLARATION SUR L' HONNEUR**

Nom, Prénom .....

Adresse .....

Localité .....

Je, soussigné(e) ..... déclare sur mon honneur :

- a) bénéficiaire/ne pas bénéficiaire d'(1) une autre rémunération qui entre en ligne de compte pour le calcul de la limite barémique.
- b) me rendre régulièrement au travail :
  - par :
  - sur une distance de ..... km
  - pour laquelle les frais de transport s'élèvent à ..... F.

Je m'engage à signaler immédiatement à mon employeur toute modification en matière de rémunération, de moyen de transport et/ou de distance.

Fait à ....., le .....

Signature

(1) biffer la mention inutile

## ANNEXE II

Le montant de 29.747 EUR, prévu à l'article 4 de la convention collective de travail correspond à 1.200.000 BEF.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 februari 2001 INZAKE DE FINANCIËLE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVER IN DE VERVOERSKOSTEN VAN DE WERKNEMERS**

**HOOFDSTUK I TOEPASSINGSGBIED**

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers in de kinderdagverblijven waarbij bedoeld worden de door Kind en Gezin erkende en gesubsidieerde kinderkribben en peuterspeelplaatsen, de diensten voor opvanggezinnen, de diensten voor opvanggezinnen, de diensten voor tele-onthaal, het niet- autonoom algemeen welzijnswerk zoals opgenomen in het decreet betreffende het algemeen welzijnswerk van 19 december 1997, de door Kind en Gezin erkende en gesubsidieerde projecten voor zover ze sociale, psychische of fysieke gezondheidszorg verlenen en de vertrouwenscentra kindermishandeling zoals erkend en gesubsidieerd door Kind en Gezin, erkend en gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap en ressorterend onder het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Onder werknemers wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendenpersoneel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan punt 2.1. van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de Social-Profitsector 2000-2005.

Onder de hierna gestelde voorwaarden en modaliteiten dragen de werkgevers bij in de vervoerkosten van de werknemers, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

**HOOFDSTUK II - RECHTHEBBENDEN**

Artikel 3

Enkel de werknemers die aanspraak maken op een treinkaart die geldt als sociaal abonnement in de zin van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden, komen in aanmerking voor de toekenning van deze bijdrage.

Artikel 4

Zij is derhalve niet van toepassing op de bedienden wier jaarlijkse brutobezoldiging, desgevallend vermeerderd met inkomsten van andere werkgevers, berekend volgens de artikelen 6 tot en met 13,29.747,22 EUR overschrijdt.

Artikel 5

Iedere latere aanpassing van dit grensloon - induis eventueel door indexering ervan - langs een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad, wordt toegepast.

**HOOFDSTUK III - BEPALING VAN DE LOONGRENS VOOR DE TOEKENNING VAN DE TUSSENKOMST VAN DE WERKGEVER**

Artikel 6

Voor de raming van de jaarlijkse brutobezoldiging zoals in artikel 4 omschreven, wordt als volgtte werk gegaan:

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	
26-04-2001	15-07-2002	NR. N°

63.290 / 10/305.02



§ 1: Voor de bedienden die de maand voor de aanvraag reeds in dienst van de werkgever waren, wordt de eventuele overschrijding van de loongrens vastgesteld op basis van een referteloan. Dit referteloan omvat net tijdens het laatste kwartaal van net vorig jaar werkelijk verdiende of gelijkgestelde brutoloon van de werknemer, zoals aangegeven aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Dit bedrag wordt evenwel verminderd met:

- de haard- en standplaatstoelage;
- de eindejaarstoelage;
- D het eventuele dubbel vakantiegeld;
- de eventuele bijkomende gezinsvergoedingen en allerlei vrijgevheden;
- de bedragen toegekend als vergoeding voor gemaakte kosten, bv. reiskosten.

Het wordt daarna vermenigvuldigd met vier om het jaarloon te verkrijgen. Het resultaat van deze bewerking mag de loongrens niet overschrijden.

§ 2: Voor de bedienden die bij de aanvraag in dienst treden van de werkgever, wordt de eventuele overschrijding van de loongrens vastgesteld door het geïndexeerd brutomaandloon, te vermenigvuldigen met twaalf.

Het eventueel recht op de toekenning van de bijdrage kan slechts worden herzien na een volledig kwartaal met prestaties of gelijkgestelde périodes. In voorkomend geval wordt de in vorige paragraaf voorziene berekeningswijze gehanteerd, met dien verstande dat het loon van hier bedoelde kwartaal als referteloan dient.

Een eventuele aanpassing heeft geen invloed op het verleden.

§ 3. Indien de bediende tijdens het kwartaal dat voor de bepaling van het referteloan dient, geen of slechts een onvolledig loon heeft genoten, zal een fictief loon gehanteerd worden.

Het fictief loon wordt bekomen door het door de werknemer werkelijk verdiende brutoloon voor de drie laatste maanden of delen van maanden met prestaties als referteloan te nemen, het desgevallend om te zetten naar een kwartaalloan en vervolgens naar een jaarloon, volgens de in § 1 gehanteerde berekeningswijze.

Bovendien wordt er desgevallend rekening gehouden met de aanpassingen, opgesomd in artikel 7, die tijdens het laatste kwartaal van dat jaar zijn of zouden zijn opgetreden indien de werknemer loon zou hebben genoten.

Voor de werknemer echter die sinds meer dan 12 maanden geen loon meer ontvangt, zal er gewerkt worden alsof het een nieuwe werknemer betrof in de zin van § 2.

#### Artikel 7

§ 1: Het recht op de bijdrage wordt door de duurtijd van de aanvraag gevestigd, zonder evenwel het einde van het jaar van de aanvraag te overschrijden.

§ 2: Het kan evenwel in volgende omstandigheden worden herzien:

- bij een anciënniteitverhoging;
- D bij de toekenning van een hogere loonschaal;
- bij een wijziging van de tewerkstellingsduur, induis bij de overgang van een loonstelsel waarbij weinig of geen premies, vergoedingen en toeslagen worden toegekend of omgekeerd;
- n wanneer de loonindexering de indexering van de loongrens overstijgt.

§ 3: Het recht vervalt of wordt hersteld, indien, bij de in § 2 opgesomde omstandigheden, de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd brutomaandloon van de werknemer, al dan niet de overschrijding van de loongrens als resultaat heeft.

Indien die niet het geval is, wordt het behoud van het recht opnieuw getoetst, zoals voor een nieuwe werknemer bedoeld in artikel 6, § 2, na een volledig kwartaal met toepassing van de voornoemde omstandigheden.

Een eventuele aanpassing heeft geen invloed op het verleden.

### **HOOFDSTUK IV - VASTSTELLING VAN DE BIJDRAGE VAN DE WERKGEVER**

#### Artikel 8

§ 1: De werkgever draagt, op aanvraag van de betrokkene; vanaf de vijfde kilometer indien het geen treinvervoer betreft, bij in de vervoerkosten van de werknemer overeenkomstig de tabel als bijlage gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van betaling van de werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor werklieden en bedienden voor het aantal kilometers afgelegd tussen de verblijfplaats van de werknemers en hun werkplaats. Met de werkplaats wordt ook iedere plaats gelijkgesteld waar de werknemers worden opgenomen door een vervoermiddel dat eigendom is van de instelling of volledig door deze laatste wordt betaald.

Eventuele latere aanpassingen van deze tabellen zullen worden toegepast, behoudens uitdrukkelijk verzet van de werkgevers, betekend aan de voorzitter van het paritair comité.

§ 2: Ingeval de werknemer echter gebruik maakt van het gemeenschappelijk openbaar vervoer, waarvan de prijs niet in verhouding staat tot de afstand of wanneer het een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 50 pct. van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een afstand van 7 kilometer te overschrijden.

§ 3: Bij gebruik van verscheidene vervoermiddelen worden de afstanden samengesteld om het totaal aantal afgelegde kilometers te bepalen, met uitzondering van het forfait voorzien in § 2. In voorkomend geval wordt deze forfaitaire tussenkomst toegevoegd aan het totaal bedrag.

§ 4: Voor het door de werkgevers met financiële deelneming van de werknemers georganiseerde vervoer, mag de deelneming van de werknemers niet meer bedragen dan 50 pct. van de prijs van een treinkaart 2<sup>de</sup> klasse, die geldt als sociaal abonnement.

## **HOOFDSTUK V - VERDERE MODALITEITEN INZAKE DE TOEKENNING VAN DE BIJDRAGE**

### Artikel 9

Wat de toepassing van artikel 8, § 1 betreft, wordt in geval de werknemer de afstand niet kan bewijzen aan de hand van reisbewijzen, deze afstand in de voorziening of dienst vastgesteld.

### Artikel 10

De bijdrage van de werkgever geldt niet voor de dagen waarop de werknemer niet heeft gewerkt, om welke reden het ook zij, behalve in geval de gerechtigde een reisbewijs heeft moeten kopen dat niet nog eens kan worden gebruikt, noch terugbetaald.

De maandelijkse bijdrage wordt dan verminderd met 1/25<sup>e</sup> van het maandbedrag per niet gepresteerde dag.

### Artikel 11

De bijdrage van de werkgever in de door de werknemer gedragen vervoerkosten wordt maandelijks betaald aan de werknemer met een maandabonnement, of ter gelegenheid van de betaalperiode welke in de voorziening of dienst gebruikelijk is bij gebruik van een privaat vervoermiddel, of voor de vervoerbewijzen welke geldig zijn voor een week. Elk bedrag dat ten onrechte werd uitbetaald, wordt teruggevorderd bij de volgende loonuitbetaling.

### Artikel 12

Teneinde de werknemers toe te laten te kunnen genieten van de in de voorgaande artikelen voorziene financiële bijdragen moet de werkgever de werknemers een verklaring op een laten invullen, waarvan het model als bijlage I aan deze collectieve arbeidsovereenkomst is toegevoegd.

### Artikel 13

De werknemers die de maand voor de indiening van de aanvraag bedoeld in artikel 8, § 1, reeds in dienst van de werkgever waren, dient deze in de loop van de maand januari bij de werkgever in.

De werknemers die nieuw in dienst treden, dienen ze bij de **aanwerving** in.  
Ze wordt minstens jaarlijks, in de **loop** van de maand januari hernieuwd.

## **HOOFDSTUK VI - VERGOEDINGEN VAN DE WERKGEVERS VOOR HET GEBRUIK VAN PERSOONLIJKE VERVOERMIDDELEN OM DIENSTREDENEN**

### Artikel 14

De werknemer die om dienstredenen gebruik maakt van zijn persoonlijk voertuig en voor zover de toelating door de hiërarchisch verantwoordelijke hiervoor is verleend, heeft recht op een vergoeding voor de afgelegde kilometers.

### Artikel 15

De vergoeding is het bedrag zoals dit vastgesteld wordt krachtens het laatst geldende ministerieel besluit in uitvoering van artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, meer bepaald met betrekking tot de personen die niet tot het Rijkspersoneel behoren.

## **HOOFDSTUK VII - SLOTBEPALINGEN**

### Artikel 16

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het toepassingsgebied de bestaande tussenkomst inzake de bijdrage van de werkgevers in de vervoerskosten van de werknemers.

Ze heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001, op voorwaarde dat de subsidiëring door de Vlaamse regering op dit moment verzekerd is.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt voor de werkgevers en werknemers die ressorteren onder het toepassingsgebied vanaf de inwerkingtreding van **onderhavige** overeenkomst de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 februari 1991 gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 maart 1994 **betreffende** de bijdrage van de werkgever in de vervoerskosten van de werknemer.

Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan, geheel of gedeeltelijk, worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden, gericht bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

✱

**BIJLAGE I**

*Bijlage van de collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2001 betreffende de financiële bijdrage van de werkgever in de vervoerkosten van de werknemers*

**VERKLARING OP EER**

Naam, voornaam .....

Adres .....

Woonplaats .....

Ik, ondergetekende ..... verklaar op mijn eer:

a) een/geen (1) andere bezoldiging te genieten die in aanmerking komt voor de berekening van de loongrens.

b) mij regelmatig naar mijn werk te begeven:

- per:

- over een afstand van .....km

- waarvoor de vervoerkosten ..... EUR bedragen.

Ik verbind mij ertoe elke wijziging inzake bezoldiging, vervoermiddel en/of afstand onmiddellijk aan mijn werkgever bekend te maken.

Opgemaakt te ....., op .....

Handtekening

(1) schrappen wat niet past

#

**BIJLAGE II**

Het bedrag van 29.747,22 EUR voorzien in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst stemt overeen met 1.200.000 BEF.